

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/2/Add.15**

15 juillet 1996

(96-2770)

**Comité des obstacles techniques au commerce**

Original: anglais

## MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

La délégation de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord.

1. L'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce a été adopté par le Parlement norvégien, ce qui signifie qu'il a directement force exécutoire pour les autorités réglementaires norvégiennes. Comme l'Accord de l'OMC est un accord entre Etats, n'ayant aucun effet direct sur les citoyens ou les agents économiques, il n'est pas nécessaire ou il n'est pas prévu de prendre de nouvelles mesures réglementaires.
2. S'agissant de la notification des règlements techniques nationaux, le point de contact norvégien est le suivant:

Ministère des affaires étrangères  
7. Juni Plassen 1,  
Victoria terrasse,  
Oslo

Le Ministère des affaires étrangères est également chargé de l'application générale de l'Accord et répond en sa qualité de point national d'information aux demandes de renseignements des autres Etats membres pour tous les règlements techniques élaborés par les autorités norvégiennes compétentes.

En ce qui concerne les normes, tous les travaux de normalisation sont réalisés par des institutions non gouvernementales privées. S'agissant de la notification des normes nationales, le point de contact norvégien est le suivant:

Association norvégienne de normalisation (NSF)  
Postboks 360 Skøyen (Drammensveien 145)  
0212 Oslo

L'Association norvégienne de normalisation chapeaute les organismes à activité normative compétents qui effectuent les travaux de normalisation proprement dits. Elle assume également la fonction de point national d'information en ce qui concerne les normes et les procédures d'évaluation de la conformité.

3. Tous les organismes à activité normative qui élaborent des normes pour satisfaire aux prescriptions instituées par les autorités ont notifié qu'ils avaient accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes figurant à l'Annexe 3 de l'Accord.

./.

4. Pour faciliter l'application concrète de l'Accord, le Ministère des affaires étrangères est en train d'élaborer une brochure d'information qui indique les droits et obligations découlant dudit accord et qui devrait être distribuée aux autorités réglementaires et aux organismes à activité normative du pays.

5. Il est entendu que des ajustements mineurs pourront être apportés à la présente communication.